

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

ABONNEMENTS

FRANCE	STRANGER
Un an.... 80 fr.	Trois mois, 28 fr
Six mois... 40 fr.	Six mois... 56 fr
Trois mois, 20 fr	Un an.... 112 fr.
Chèque postal Lentente 656-02	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Rédaction : ANDRÉ COLOMER
128, Rue Montmartre, PARIS (2^e)

ANARCHISME & JOURNALISME

Sous le titre : *Modernisons nos armes*, voici un an bientôt que notre camarade Colomer faisait paraître un article qui eut un grand retentissement, en même temps qu'il réunissait l'approbation enthousiaste de tous les camarades sérieux. Cet article était une démonstration rigoureuse de l'insuffisance, chaque jour plus accentuée, d'un journal hebdomadaire : son but était la préparation des esprits à la transformation rapide du *Libertaire* hebdomadaire en journal quotidien.

Une vive campagne suivit la parution de cet article. Tous les compagnons, tous, sans exception, trouvaient excellente l'idée émise par notre ami Colomer. Et, si quelques-uns demeuraient sceptiques, c'était seulement sur les possibilités de réunir les moyens matériels suffisants à assurer le lancement du quotidien et sa parution régulière.

Mais, des chiffres indiscutables ayant été fournis par les camarades chargés des différents rapports, ce fut l'unanimité des anarchistes (moins une voix) qui décida de lancer un emprunt, dont le montant serait destiné à transformer le *Libertaire* en quotidien.

Depuis, grâce à des événements favorables, nous avons pu réaliser notre projet, et cela au moment où nous commençons à perdre presque tout espoir.

Depuis, une expérience a été tentée. Cette expérience est pour moi définitive. Elle a superbement prouvé de quelle utilité peut être un journal quotidien, lequel, habilement dirigé, doit devenir une arme redoutable entre les mains de ceux qui savent s'en servir. De plus, cette expérience prouve que les audacieux, les innovateurs, avaient encore raison.

Aussi, je suis heureux de dire ma joie de voir que les partisans du quotidien, malgré quelques défections provisoires, assez nombreux et assez persévéraient dans l'effort pour donner à celui qui d'aucuns auraient voulu voir mourir, une force et une vigueur non encore égales.

D'ailleurs, comme l'a magistralement démontré Descarsin, notre œuvre est maintenant sauve, puisqu'il ne s'agit plus de faire pour elle des sacrifices, mais simplement d'avoir un peu de volonté et d'être persévérant. Je sais que le quotidien peut vivre. J'ai la conviction profonde qu'il vivra.

C'est précisément parce que j'ai cette conviction, que je crois indispensable de dire ce que j'entends par « moderniser nos armes ». Cette modernisation ne doit pas se borner à une simple transformation consistant à paraître tous les jours. Il faut modifier aussi notre façon de faire le journal et l'adapter à la fonction d'un quotidien.

Un pas a déjà été fait ; il convient d'en faire un autre. Il n'est pas désirable de voir se prolonger la crise actuelle.

Le plan Descarsin a certes le grand avantage d'assurer la publication de notre organe, mais il présente aussi un grand inconvénient : celui de rechercher dans un cercle trop étroit les soutiens d'une œuvre dont la puissance est en rapport direct du nombre de nos lecteurs. Car, évidemment, soutenu (et par conséquent lu) par un public peu nombreux et essentiellement anarchiste, le *Libertaire* ne sera jamais cette arme puissante et redoutée que nous avons eu l'intention de forger.

Il faut donc moderniser encore et faire un journal intéresser pour tous et non pour les seuls anarchistes ou sympathisants.

À mon avis, il y a dans ce sens de profonds changements à apporter dans nos façons de concevoir la propagande, et il faut, ou il faudra un jour, en arriver à faire du journalisme.

J'ai écrit journalisme, mais j'écarte dans ma pensée tout ce que ce mot soulève d'idées désagréables.

Je le lave des nombreuses souillures dont il est généralement couvert, et je vois là un travail utile et indispensable. Une besogne honorable, parce que souvent dure et toujours ingrate. Quoi de plus difficile, en effet, que de lâcher d'intéresser à nos idées ceux même qui sont les moins aptes à penser ? Les yeux fixés vers ce but, que d'efforts ne peuvent tenir ! Que d'intelligence et d'initiative à déployer pour rechercher un résultat positif à une époque où la foule (la masse, comme disent d'aucuns) semble avoir perdu toutes notions exactes sur les idées de progrès social et où les prolétaires, non sans raisons d'ailleurs, se désintéressent du mouvement syndical, le seul susceptible

d'améliorer au jour le jour leur situation matérielle !

Oui, que d'efforts à tenter, malgré le nombre et la grande taille des obstacles, car dans la grande foule, si toute idée est morte, de bons sentiments semblent avoir survécu. Exemple, ce désir profond de voir accorder une large amnistie, pourvu, bien entendu, que cela ne coûte qu'un désir. D'autre part, songez que ce n'est plus dans les syndicats que nous pourrons nous consacrer à l'éducation sociale du prolétariat, puisque, dégoutés des spéculations honteuses qui se font sur leur dos, les masses laborieuses désertent, de plus en plus, les organisations syndicales.

En conséquence, devant toutes ces considérations, si nous avons le souci du rapide progrès de nos idées au sein du peuple tout entier, si nous voulons acquérir en peu de temps cette grande influence à laquelle nous avons le droit de prétendre, il faut à tout prix faire un journal anarchiste complètement intéressant à tout ce qui a trait à l'activité humaine, il faut créer un véritable journal populaire, duquel l'art et le bon goût ne seraient pas exclus.

Instituons, sans tarder, de nouvelles chroniques, faisons en sorte que nos lecteurs, pour être renseignés sur tout ce qui les intéresse, ne soient pas obligés d'acheter un deuxième journal.

Alors, mais alors seulement, notre tirage augmentera. Nos cris de détresse se feront moins nombreux, notre position sera consolidée et nous aurons entre les mains cette arme puissante redoutée de tous nos adversaires.

En résumé, une simple question se pose, à savoir : QUELLE EST, POUR LE PLUS GRAND PROFIT DE NOS IDÉES, LA MEILLEURE FAÇON DE FAIRE ET DE PRÉSENTER UN JOURNAL ANARCHISTE ?

Cependant, quelle que soit leur opinion à ce sujet, il me semble que tous les anarchistes comprendront que d'autre part, puissent s'intéresser à des questions qui les laissent indifférents et qu'ils feront montre de la plus grande tolérance, de la plus grande largeur de vue, surtout vis-à-vis de la rédaction permanente.

FERANDEL.

LE FAIT DU JOUR

Droit, Justice et Civilisation...

Herriot a parlé. Et il nous semblait, par moment, entendre le n^e discours de Raymond-la-Mort.

Oh ! assurément, le sanguin et musclé costaud du Bloc des gauches n'avait pas le ton macabre du pâle rieur des citernes. Il mettait de la bonne humeur dans ses phrases et de la bonne santé, ornait son éloquence patriotique. Mais il n'en était que plus dangereux à entendre.

Le gone lyonnais donnait bien l'illusion d'apporter dans ce pays du nouveau. Or, il ne faisait que chanter d'une voix plus forte et sur un air bon enfant toutes les vieilles rongaines réactionnaires de son prédecesseur.

D'abord, voici la grosse désillusion pour les copains de bonne foi qui ont cru libérer les « consciences » du temps de guerre en appuyant de leurs voix ces « hommes de Progrès » : Herriot exclut de son amnistie les traitres et les insoumis.

Nous savons tous que parmi les traitres il n'y a pas que les serviteurs des Etats étrangers : on a condamné comme tels, des hommes qui se sont refusés à assassiner pour la patrie.

Quant aux insoumis, ne sont-ils pas les seuls qui peuvent lever le front et regarder sans honte ceux qui leur parlent des millions de morts de la grande guerre ?

Et ce sont ceux-là précisément les plus nobles, qui ne bénéficieront pas de « pardon » !

Ignominie d'une telle amnistie ! Duperie dématérialisée !

Puis voici le droit syndical qui n'est reconu aux fonctionnaires qu'à la condition de ne pas s'en servir. Interdiction leur est faite d'user du droit de coalition : la grève sera, comme sous Poincaré, comme sous Clemenceau, considérée comme un crime contre la patrie.

Enfin, la politique extérieure de M. Herriot continue fidèlement celle de ses prédécesseurs : occupation de la Ruhr et garde sur le Rhin, — le tout au nom du Droit, de la Justice et de la Civilisation.

Ah ! le beau discours de propagande anarchiste que vient de nous faire là le chef du Bloc des Gauches, nouveau président du conseil !

Allons, les copains, plus que jamais veillons au grain et préparons-nous aux manifestations de rue pour imposer notre amnistie.

Les libertaires doivent, plus que jamais, n'avoir confiance que dans l'action révolutionnaire pour hâter la libération des consciences et accomplir l'émancipation des travailleurs.

Le dégonflage du Bloc des Gauches

Herriot continue Poincaré... et vive la Politique !

Grande séance de réouverture hier après-midi. Tout est complet au Palais-Bourbon : grands premiers rôles, petits rôles et figurants sont tous là. Les tribunes regorgent de monde, beaucoup de femmes.

Herriot fait ses débuts de président du conseil.

Tout en haut de la tribune tout en or, d'où il doit faire le pion de la Chambre, Paul-Prudent dit Painlevé, raide et gonflé, n'a pas l'air à son aise. Durant les cinq heures de cette séance il dodeline lamentablement sa tête de veau, croise et décroise ses bras, se lève, s'assied, frappe du coupe-papier et s'effondre.

Messieurs, bâfuille-t-il, la parole est à M. Herriot pour la lecture du message de M. Doumergue, président de la République.

M. Herriot, face rouge et non dépourvu de quelque puissance, porte son venin avec rondeur.

Il lit d'une voix chantante la prose insipide du nouveau chef d'Etat.

LE MESSAGE PRESIDENTIEL

On entend des formules creuses dans le genre de celle-ci :

« Respectueux de la Constitution dont je dois être le gardien... », « servir les intérêts conjugués de la France et de la République unies dans mon cœur... »

Et ces phrases passent-partout sont applaudies sur tous les bancs, de la gauche à la droite. Seuls les communistes gardent le silence.

Mais peu à peu le message présidentiel prend une précision réactionnaire.

« Des problèmes nombreux se posent en ce moment devant le Pays et le Parlement. Ils seraient aisés à résoudre si, partout dans le monde, on pouvait enfin respirer une pure atmosphère de paix. S'il n'en est pas encore ainsi, ce n'est pas la faute de la France. Notre pays ne nourrit aucune ambition dangereuse. Il n'aspire qu'à obtenir le paiement des réparations qui lui ont été solennellement promises, et des garanties de sécurité non illusoires.

« Il faudra pour cela, cependant, que le débüt fasse preuve d'autant de bonne volonté et de bonne foi que le créancier, et que cette preuve résulte de faits précis et non de simples engagements sans lendemains assurés.

« Mais l'esprit conciliant de la France, qui est sincère et indiscutable, ne pourra pas aller toutefois jusqu'à endormir sa vigilance en lui faisant oublier les leçons du passé. Il ne la ferait pas davantage renoncer à sa force propre, pas plus qu'au contrôle que les traités lui donnent le droit d'exercer chez un vaincu qui lui paraîtrait se préparer à la revanche au lieu de chercher à tenir les promesses signées par lui. »

Et ces phrases qui rappellent le plus pur Poincaré sont applaudies aussi bien des députés du Bloc des Gauches que de ceux du Bloc National.

LA DECLARATION MINISTERIELLE

Puis Herriot lit le programme du nouveau gouvernement. Le nez épaiss, la tête carrée, le cou fort, il semble à chaque pose, entre deux phrases, ajouter : « Je suis là ; je suis comme ça ; j'y suis, j'y resterai ! »

Voici les principaux passages de cette déclaration qui apportent bien des désillusions à ceux qui fondaient encore quelque espoir dans la politique du Bloc des Gauches.

D'abord voici la phraséologie dématérialisée :

« Au dedans comme au dehors, le gouvernement n'aura qu'un but : donner à ce pays dans le travail et par le progrès la paix qu'il a si noblement méritée. »

Puis Herriot précise les mesures qu'il compte prendre. D'abord à l'égard de l'église et des congrégations :

« La paix morale tout d'abord. Si nous sommes décidés à ne pas maintenir une ambassade près le Vatican, et à appliquer la loi sur les Congrégations, ce n'est en aucune façon dans une pensée de persécution ou d'intolérance. Nous prétendons seulement assurer la souveraineté de la législation républicaine, ainsi que la distinction nécessaire entre le domaine des croyances et celui des affaires publiques. L'idée de laïcité, celle que nous la concévons, nous apparaît comme la sauvegarde de l'unité et de la fraternité nationales (Interruptions à droite). »

Les convictions personnelles, tant qu'elles ne portent pas atteinte à la loi, nous avons l'obligation de les ignorer ; nous ne pouvons les connaître, le cas échéant, que pour les protéger !

Et voici maintenant le fameux passage relatif à « l'amnistie » — à ce que M. Herriot a le culot d'appeler l'amnistie.

« De même, notre ambition est de donner à la France la paix sociale. Pour marquer nos intentions à des actes, nous procéderons tout d'abord à une série de mesures bienveillantes. Nous déposons aujourd'hui même un projet de large amnistie, qui n'exclut que les TRAITRES ET LES

INSOUmis ». (Vifs applaudissements à l'extrême-gauche et à gauche).

Ainsi les insoumis sont exclus de l'amnistie de M. Herriot et les socialistes ont applaudis cette mesure imbécile, cette mesure lâche qui barre de la vie sociale, de la vie humaine, tous ceux qui ont eu pendant la guerre le respect de cette vie humaine.

Le président du Conseil continue :

« Nous poursuivrons la réintégration des agents de chemins de fer révoqués. (Applaudissements sur les mêmes bancs)... Pour rétablir les garanties dues à tous, nous vous demanderons de supprimer les décrets-louis. (Mêmes mouvements). »

Maintenant il en vient à la question du droit syndical pour les fonctionnaires. Rouvier de la politique démocratique, Herriot le réussit habilement, avec l'habituée hypocrisie des radicaux socialistes qui donnent d'une main au peuple pour lui retirer de l'autre :

« Il est temps de procéder à une large réforme administrative, d'accroître les libertés locales. Nous demanderons au Parlement de faire évoluer sans retard cette réforme. Elle ne saurait être menée à bien sans la collaboration des agents de l'Etat eux-mêmes. (Applaudissements à gauche et à l'extrême-gauche). Ainsi se pose le problème des fonctionnaires civils. Le Gouvernement ne leur interdit pas l'organisation professionnelle. Ils leur accordent donc le droit syndical. (Vifs applaudissements à l'extrême-gauche et à gauche). Mais il déclare, qu'AU CAS D'UNE ACTION COLLECTIVE DE CES FONCTIONNAIRES CONTRE LES INTÉRETS DE LA NATION, IL NE RENONCE À AUCUN DES DROITS DONT LES GOUVERNEMENTS REPUBLICAINS ONT USE ET QU'ILS TIENNENT SOIT DES LOIS, SOIT DE LA JURISPRUDENCE. »

Et voilà ce que les socialistes osent encore applaudir. Voilà la politique du traquenard. « Syndiqués-vous, c'est votre droit, mais si l'exercice de ce droit trouble l'ordre bourgeois, compromet l'ordre capitaliste, gare aux fusils et aux mitrailleuses, gare à la

dissolution de vos syndicats, fonctionnaires ! » Pauvre socialisme !

M. Herriot déclare ensuite qu'il fera effacer les différences de législation entre les départements recouverts et l'ensemble du territoire de la République, c'est-à-dire qu'il réalisera la suppression du commissariat général en Alsace-Lorraine.

Enfin il en vient à son programme social.

Il est d'un creux qui s'adonne d'harmonieuses figures de rhétorique :

« Il faut organiser la démocratie. Les vrais fauteurs de désordres, ce sont ceux qui se refusent aux réformes légitimes. Dans une démocratie, il n'y a d'équilibre stable que par le mouvement. Nous ne laisserons pas toucher aux avantages acquis par le monde du travail. Nous maintiendrons la loi de huit heures, dont l'expérience a démontré la souplesse, et qui a déjà si profondément amélioré la condition matérielle et morale du salarié. Nous désirons la prompte ratification des conventions adoptées par les conférences internationales du travail, de Washington et de Genève. »

Une visite à "Terre Libérée" colonie végétalienne

Jeudi dernier 12, je profitai de ma présence à Tours, où j'étais venu pour parler aux meetings pour l'amnistie totale et entière, pour aller visiter la colonie située à une quinzaine de kilomètres de là, où Rimbaud et quelques pionniers sont en train, depuis une quarantaine de jours, de défricher un sol ingrat. Nous y allâmes avec Nadaud et Léhoux. La question des colonies anarchistes m'intéressait au plus haut point, je partis d'enthousiasme. Je me souviens qu'au congrès de Levallois, Résaut, au nom du groupe de Narbonne, préconisa la formation de colonies anarchistes.

Nous prîmes à Tours le tramway qui part à 14 h. 15 et qui s'arrête à Luynes à 15 heures. Arrivés là, nous marchâmes sur la route de Cléré, que nous abandonnâmes après trente-cinq minutes de marche pour prendre un petit chemin d'abord un peu large qui se termine en sentier au milieu de froments, d'avoces, d'arbustes et de touffes d'herbes. Cinq minutes de plus et nous sommes arrivés. Nous apercevons au seuil d'une demeure un peu en ruine un petit groupe de compagnes et de compagnons et de deux bambins qui se distinguent des gens de l'endroit par leur mise. Nous nous approchons rapidement, il nous faut reprendre le tramway à 17 heures, nous avons à peine quarante minutes à être les hôtes de nos amis végétaliens. Dès notre approche, voilà Rimbaud assis à une table qui rédige une déclaration de principes ou quelque chose d'analogique.

— Bonjour, Rimbaud, lui disons-nous. Il nous répond : « — Avez-vous mangé ? — Oui. » Tout de suite, il commence l'exposé et le fonctionnement de la colonie. Le régime végétalien est de rigueur à « Terre Libérée ». « Nous cherchons à nous exclure complètement du capitalisme », nous dit Rimbaud. C'est alors que je lui fais remarquer qu'il n'a réussi qu'imparfaitement. En effet, j'aperçois le journal *l'Œuvre*, composé par des salariés. Nous le recevons du Foyer végétalien », nous dit Rimbaud. Mais Nadaud, à son tour, de faire observer : « Cette machine à condre, le fusil, le linge, le cuir de vos sandalettes, etc., etc. »

— Voilà, dit Rimbaud, le fusil c'est le paysan qui était ici avant nous qui l'y a laissé ; quant aux autres objets, nous nous limitons (en effet, sans chaussettes, un pantalon, une veste et sa chemise ferment tout l'habillement de Rimbaud) ; le parapluie, continue-t-il, les femmes seules ont conservé un petit préjugé ; dernièrement, des visiteurs furent surpris par la pluie, tous ouvrirent leurs parapluies, moi et les compagnons nous quittâmes la chemise et nous restâmes sous la pluie qui nous servit de douche. » (Tout à l'heure, une trombe nous surprenait au moment de quitter la colonie et Rimbaud de nous dire « au revoir », de prendre ses jambes à son cou pour fuir l'inondation.)

Il continue : « Tu vois cet objet pour écraser les fruits ? Nous l'avons acheté au moment qu'il retournait au creusé, afin d'éviter au mineur de descendre dans la mine. Nous achetons tous nos objets au marché aux puces, nous les rafistolons, et voilà ; il y a assez d'éléments arrachés aux entraînes de la terre ; si tout était utilisé pour des œuvres utiles point ne serait besoin de descendre dans les galeries des mines fouiller et extraire les métaux. » Nadaud lui répond : « Tu aimes bien lire un livre : ce sont des esclaves qui le font ; tu restes obligé de composer avec le capitalisme. » — « Nous n'avons pas de photographe et de T. S. F., dit Rimbaud sur un ton expressif et nasillard, et je n'aime pas lire, je ne fais plus que de l'enseignement pratique. » Il nous conte que les végétaliens, lorsqu'ils travaillent en usine, le font en étudiant ; il nous explique, par exemple, que quand ils servent un compagnon maçon, ils prennent des notes sur la manière de placer une brique, sur la composition de la brique, etc. ; qu'ils ont intérêt à aller vite, parce que plus le travail se fait vite, plus vite ils apprennent et, lorsque le compagnon végétalien se fait régler, les chefs d'industrie qui l'ont vu prendre des notes et travailler sans lever la tête lui offrent une augmentation ; il accepte, reste quelques jours encore, puis s'en va en montrant aux autres comment il sait so faire augmenter. Les végétaliens apprennent tous les métiers.

Voilà un moulin à café, je demande : « Vous buvez du café ? » Non, me répond Rimbaud, on s'en sert pour écraser des graines. » Toutes ces questions paraissent étranges à un compagnon végétalien qui, sans se fâcher, appuie et souligne ironiquement l'observation de Nadaud.

Nadaud dit : « Ce n'est pas encore l'homme des cavernes. » « Nous nous en rapprochons », répond Rimbaud. « Fais-nous visiter votre exploitation, lui dis-je, car il nous faut repartir bientôt. » Le voilà, juste et vigoureux, déjà debout ; on sent en lui la santé et la volonté. Il y a certes beaucoup de choses raisonnables dans leur régime, entre autres le bannissement de l'alcool, du tabac, des stupéfiants. Cependant Nadaud me glisse : « Ils boivent du café, j'ai vu du marc. » Il y a des choses déroutantes aussi : ils ont acheté un tracteur qui est à Bacon inutilisé sous prétexte qu'il faut revenir à l'état de nature, et la camarade Gaby, la compagne de Rimbaud, est en train de panser un effort musculaire qu'elle a contracté en défonçant un terrain rocheux. Ils manient un outil, sorte de puissante pince d'un poids prodigieux pour de pareils travaux. Nous visitons les ateliers installés dans un local en ruine, la toiture est en partie ouverte à la pluie ; voilà les terres, voilà quelques plates-bandes de salades, choux, oignons rachitiques et malgris, car ils n'ont pas d'engrais ; voilà du maïs dévoué par les chemins et les colimaçons qui viennent des touffes d'arbustes en bordure (pauvres insectes !) dirait Julie Bertrand.

Voici de l'orge qui s'étoile. « Nous la retournerons, nous mangeron autre chose », nous dit Rimbaud. Nous apercevons 102.000 mètres de terrain, c'est-à-dire un peu plus de dix hectares, que la colonie a achetés pour 16.000 francs, dont 8.000 comptants. Dans un superbe cadre de verdure, nous voyons un bois au flanc du coteau, au fond de la vallée coulé un cours d'eau.

Les pionniers sont là pour aménager la

colonne. Bientôt les sociétaires vont arriver. Pour être sociétaire il faut verser 3.000 francs ; avec cette somme, le sociétaire a droit au logement et à une parcelle de terrain à vie ; au bout de quatre ou cinq ans, la colonie rembourse 2.500 francs, c'est-à-dire la somme que le sociétaire a versée, moins 600/0 qu'on lui retient. A son tour, le sociétaire devient pionnier et va fonder une autre colonie.

A notre arrivée, Rimbaud nous a expliqué qu'il a reçu la visite du chef de la Sûreté de Tours. « J'allais à la mairie, dit-il, pour faire remplacer un livret que je perdus quelques jours plus tôt ; en rentrant, je rencontre le chef de la Sûreté qui me dit : « Et cette colonie, m'est-il possible d'aller la visiter ?... — Vous y avez droit comme tout le monde, lui répondis-je. L'autre jour, je le vis venir, il trouva cela merveilleux, il nous dit que nous sommes plus subversifs que les anarchistes, par notre enseignement par le fait. — Ce qui n'est pas subversif, lui ai-je dit à mon tour, ce sont ces relations pour le moins compromettantes avec de pareils individus. »

Sur ce, nous allons quitter cet admirable coin pastoral où des êtres intelligents, mais inexpérimentés en la matière, foulent le roc avec des méthodes rudimentaires dans une sorte d'idéal mystico-naturel.

Lorsque la révolution aura aboli le capitalisme, l'exploitation de l'homme par l'homme, l'autorité, l'Etat et ses succédanés, une floraison de petites communautés, de colonies anarchistes libres surgiront sur toute la terre, à l'exemple de « Terre Libérée », mais le confort moderne n'en sera pas exclu : mécanique, électricité, bibliothèque, enseignement, conférence, etc., élèveront le moral et la conscience des êtres libres qui vibreront dans la douce nature des champs.

Deux jolis gosses égayaient la maison ; l'un, de Tours, qui s'est facilement acclimaté au régime végétalien ; l'autre est la fille de Rimbaud. Un camarade instituteur et une camarade institutrice sont là pour donner un enseignement pratique. Il ne nous reste qu'à dire courage à ces braves qui, certainement, comprendront l'utilité de mettre le progrès à contribution pour le plus grand bien de la colonie que nous sommes contents de voir prospérer. Tant de tentatives ont échoué, que celle-ci ou d'autres doivent réussir par la logique des choses.

Jean PEYROUX.

Pour l'Amnistie intégrale

Voici les endroits où se tiendront cette semaine les meetings dans le Sud-Est avec le concours de Chazoff :

VOIRON, aujourd'hui mercredi.
LYON (unitaire), jeudi.
GRENOBLE, vendredi.
VIZILLE, samedi.
LYON-VAISE, lundi 23 juin.

Où aller ce soir ?

Théâtres lyriques

OPERA. — 20 heures : Lohengrin.
OPERA-COMIQUE. — 20 heures : Louise.
TRIANTON-LYRIQUE. — 20 h. 30 : Le Grand Mogol.

Drames, Comédies et Genre

COMÉDIE-FRANÇAISE. — 20 h. 30 : Sganarelle ou le Cœu magnanime ; le Barbier de Séville.

ODEON. — 20 h. 30 : Le Songe d'une nuit d'amour.

RENAISSANCE. — 21 heures : La Captive.

NOUVEL-AMBIGU. — 20 h. 30 : J'ai une idée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSEES. — 21 heures : Knock ou le Triomphe de la Médécine.

THÉATRE DES ARTS. — 21 heures : Le Pauvre Homme.

THÉATRE DES MATHURINS. — 21 heures : Les jupes larges et les jupes étroites : Bébel et Quinquin.

VEUX-COLOMBIER. — 20 h. 30 : Au Seul du Royaume.

THÉATRE ANTOINE. — 20 h. 45 : Madame Flirt.

PORTE-SAINT-MARTIN. — Montmartre.

Cabarets artistiques

LE CARILLON. — 21 heures : Oui, l'œuvre.

LES NOCTAMBULES. — Tous les soirs, à 21 heures, les « As » de la chanson : Vincent Hyspa, Jack Cazol, Noël-Noël, Paul Groffe, Raymond Barde, Eugène Rossi, Augustin Martin.

« Chambre à louer », revue.

Dimanches et fêtes, matinées à 15 heures.

« Chambre à louer », revue — Dimanches et fêtes, matinées à 15 heures.

LE GRILLON (43, boulevard Saint-Michel). — 21 heures : Têtes de Sport et Têtes de l'Art. — 21 heures : Les Chansons de la butte.

LE PERCHOIR. — 21 heures : Jeux... n'sais quoi.

LA CHAUMIÈRE. — 21 heures : Spectacle varié.

LA VACHE ENGRÀEE (4, place Constantin Pecqueur). — 20 h. 30 : Veillée d'art : Maurice Hallé et les chansonniers.

GROUPE DU 15^e. — 25, rue Mademoiselle

Ce soir 18 juin, à 20 h. 30

Grande Réunion

publique et contradictoire

Sujet : Du Tsarisme au Bolchevisme, par le professeur MAZURIER, qui a passé plus de vingt années en Russie et a suivi sur place toutes les phases de la Révolution.

Chez les faiseurs de lois

(Suite)

« Nous pensons aussi que la démocratie ne sera pas complètement fondée tant que, dans notre pays, l'accession à l'enseignement secondaire sera déterminée par la fortune des parents et non, comme il convient, par le mérite des enfants. »

Comme si cela était réalisable en régime bourgeois, avant que l'on ait tout renversé du vieux régime de capital et d'autorité !

Dans ses projets de politique financière Herriot parle bien de « rigoureux inventaire », de réduction des charges pour la taxe sur le chiffre d'affaires — mais il ne souffre mot de la suppression de l'impôt sur les salaires. Les politiciens du Bloc des Gauches, maintenant qu'ils sont élus, se moquent bien des promesses faites aux travailleurs !

Et pour la politique extérieure, dites-nous, camarades, si vous voyez quelque différence entre ces déclarations et celles de M. Poincaré :

« Notre gouvernement démocratique défendra avec fermeté les droits de notre pays tels qu'ils sont inscrits dans les traités. Nous avons droit à des réparations. Nous les voulons, au nom de la justice. L'ordre international nouveau que nous souhaitons ne saurait se fonder sur une iniquité. Mais dès que l'Allemagne se sera mise en règle avec le traité du point de vue de ces réparations et de la sécurité, il ne dépendra que d'elle d'entrer dans la Société des Nations. »

« Nous ne croyons pas possible d'évacuer la Ruhr ayant que les gages prévus par les experts, dont nous acceptons le rapport sans arrière-pensée, aient été, avec des garanties d'exécution équitables et efficaces, constituées et remis aux organismes internationaux responsables pour les gérer. Nous pensons aussi que, dans l'intérêt de la paix, il faut contrôler le désarmement de l'Allemagne par l'effort commun des alliés et, le plus tôt possible, par l'action de la Société des Nations. Nous aurons à résoudre les problèmes de sécurité par des pactes de garantie placés eux-mêmes sous le contrôle de cette Société. »

Et voici maintenant ce qui concerne la reconnaissance de la République des Soviets :

« Des événements tragiques, les divergences de doctrines qui nous séparent du gouvernement de Moscou, nous font pas oublier que le peuple russe a longuement saigné sur le commun champ de Lataille. Nous préparons dès maintenant la reprise des relations normales avec la Russie (Appel à l'extrême-gauche et sur divers bancs à gauche) dans les conditions que nous imposent le respect des traités. Avant d'adopter une formule qui doit ménager l'intérêt français, nous avons besoin de prendre certaines précautions et de rassembler des informations que nous avons commencé à recueillir. »

Et c'est tout. Socialistes et radicaux applaudissent à tout rompre ce pôle salmigondis de promesses réticentes. Ah ! cela nous promet encore bien des campagnes pour l'amnistie, bien des luttes ouvrières, bien des souffrances pour le prolétariat, bien de la révolte douloureuse !

MARCEL GACHIN
DEFINIT L'OPPOSITION COMMUNISTE

Marcel Gachin monte à la tribune. Il explique que son parti combattrait aussi nettement la politique du nouveau gouvernement qu'il a combattu nettement la politique du Bloc National.

« Entre ces deux politiques, qui alternent depuis quarante ans, le parti communiste n'aperçoit que des nuances. Or, il s'agit de supprimer le régime capitaliste, et de réaliser des réformes qui — l'expérience le prouve — ne peuvent être obtenues que par la Révolution. »

Dès lors, ce ne sera entre députés communistes et députés socialistes qu'altercations, jets d'injures et de quolibets, sous l'œil amusé des radicaux et des réactionnaires.

Quand Gachin dit : « C'est pourquoi, au nom de nos camarades de travail, » Un socialiste lui lance : « De quel travail ? »

Cependant le député communiste ne dit pas un mot de l'ignoble phrase d'Herriot concernant le refus d'amnistie aux insoumis. Il se réserve, dit-il, pour le moment où le projet d'amnistie viendra prochainement devant la Chambre.

Marcel Gachin, poursuivant son exposé, demande par quelles moyens pratiques le gouvernement, qui a annoncé son intention de poursuivre la réintroduction des cheminots, et non de les réaliser, obligera les compagnies à réintégrer toutes leurs victimes.

L'orateur ne peut oublier qu'en 1920, le parti radical a soutenu le gouvernement dans la voie des sanctions.

Quant à la loi de nuit, comment en imposera-t-on le respect aux patrons qui la votent ?

M. Goniaux. — Par l'action syndicale. Marcel Gachin. — Alors ce n'est pas un article de programme gouvernemental. (Rires sur quelques bancs à l'extrême-gauche.)

« Le droit syndical sera accordé aux fonctionnaires, a dit M. Herriot.

« Et les 1.800 francs qu'ils réclament ? (Applaudissements sur quelques bancs à l'extrême-gauche et à droite.)

« Quant au droit syndical des fonctionnaires, encore faudrait-il qu'il ne fût pas entouré de réserves inscrites dans la déclaration.

« D'ailleurs le droit syndical est quotidiennement violé par tout le patronat.

« Ne complétera-t-on pas ce droit syndical théorique de 1884 par la pratique du contrôle ouvrier, dans les usines ? »

L'orateur préconise ensuite la suppression de l'impôt sur les salaires.

Renaudel. — Sûrement que Jaurès n'a jamais accepté.

Marcel Gachin exprime maintenant le regret que la déclaration ministérielle soit muette sur l'évacuation du Maroc et de la Syrie.

Marcel Gachin. — Quant à la fraternité

« Quant à la fraternité indigène, que devient-elle avec le régime de l'indigénat ?

« Quant à la reconnaissance des Soviets, annoncée par le gouvernement, elle ne peut plus être différée. Le régime soviétique est stable, vigoureux : il faut bien en venir à parler avec lui. »

Le socialiste Lebas, crie : « Comme avec Mussolini ! »

Marcel Gachin dit qu'en tout cas la France doit en finir avec la politique de

défiance armée et d'Etats vassaux dont elle a entouré la Russie.

M. Herriot a trop peu parlé du rapport des experts ; l'orateur ne croit pas plus à l'efficacité de la formule des experts qu'à toute autre.

Parlant de la question de la Ruhr, il dit que les experts ne sont que les représentants de la grande banque anglo-saxonne.

« L'Amérique et l'Angleterre luttent d'ailleurs à qui, de leurs banques respectives,

LA FIN DU RÉGIME FASCISTE

Tous les assassins de Mattéotti sont arrêtés

CE QU'EST

LE PRINCIPAL AUTEUR DU CRIME

Les arrestations continuent au sujet de l'assassinat du député Mattéotti. Mais déjà on voit, malgré les précautions prises par le gouvernement fasciste, apparaître la responsabilité du dictateur. A tel point que l'un d'eux, Amerigo Dumini a déjà annoncé qu'il ferait des aveux complets si on ne le relâchait pas rapidement. Il aurait déclaré à un officier supérieur de la milice nationale :

« Mieux vaut ne pas m'ennuyer avec ces longs interrogatoires (il venait de subir un premier interrogatoire de quatre heures.) Je ne sais rien. Et même si je savais quelque chose je ne dirais rien. Toutes mes actions ont été inspirées par un but national. Jamais je n'ai agi de mon initiative. Avertissez (et ici il prononce un nom très connu) que je ne peux pas supporter une longue détention. Si on me l'infiltre, je parlerai et je ferai comme Samson. Que les Philistins fassent donc attention ! »

On savait déjà que le gouvernement fasciste était composé d'une bande de criminels. Mais maintenant qu'apparaissent les premiers signes avant-couleurs de la chute du fascisme, les détails commencent à se préciser. C'est ainsi qu'un journal de Rome *Il Sereno*, relate l'histoire suivante qui nous donne de précieuses indications sur le dessous du fascisme.

La direction générale de la sûreté publique avait informé il y a quelque temps M. Mussolini des manœuvres de bourse d'une haute personnalité (qui devait être un des deux démissionnaires), laquelle, avec audace et témérité, faisait des pressions sur les cercles financiers pour en tirer des profits illégaux.

Dans cet important rapport il est question non seulement de pressions à propos du décret relatif aux jeux de hasard et de l'affaire des pétroles, mais aussi de dénonciations par écrit, de pressions exercées par cette haute personnalité sur un important institut financier. Il est évident qu'un personnage, dans l'intention de faire échouer les affaires de cette haute personnalité, avait réuni de graves documents et les avait passés à un député. Peut-être ceux qui ont enlevé Mattéotti avaient-ils la mission de lui soustraire ces documents.

Toujours sur ce même Dumini, on mande de Milan à la *Tribuna* : Invité par M. Duconi, député à répétition devant témoins la déclaration qu'il lui fit quinze jours avant, M. Amédée Giurin, ancien député, secrétaire général de la Fédération provinciale fasciste, a déclaré : « Me trouvant à Rome, il y a un mois, j'eus l'occasion d'approcher M. Dumini et je lui dis qu'il ferait bien de renoncer aux violences auxquelles il se livrait. M. Dumini me répondit : « J'ai sur la conscience onze ou douze homicides. »

D'autre part, on nomme Albino Volpi comme étant l'un des auteurs de l'assassinat de Mattéotti. Il vient d'être arrêté.

Selon les journaux, une perquisition opérée dans la chambre d'hôtel occupée par M. Dumini avant son arrestation, a amené la découverte au fond d'une valise d'un pantalon taché de sang.

Selon le *Mondo*, c'est M. Dumini qui, il y a quelques mois, s'était rendu à Paris, apparemment pour exercer des représailles contre des communistes italiens, fut assez sérieusement blessé. M. Dumini parvint à échapper à la police française et à rentrer à Milan où il s'évada de l'hôpital où il avait été recueilli.

Le *Mondo* ajoute : « Pour donner une idée de la mentalité de M. Dumini, on se rappelle que celui-ci, après avoir fait incendier la maison du peuple de Riffredi, en 1921, envoia à Bologne des individus chargés de commettre certains délits, en les signalant secrètement comme des communistes dangereux qu'il fallait supprimer ; mais ce plan diabolique fut dévoilé et la culpabilité de M. Dumini mise au jour. »

Suivant le *Mondo*, M. Dumini serait, selon toute probabilité, l'auteur d'une agression contre M. Amendola, un des chefs de l'opposition constitutionnelle, commise le 26 décembre dernier, ainsi que de l'agression du 30 mai 1923 contre le député fasciste dissident M. Misuri, qui fut assassiné après la séance où il prononça un violent discours contre l'entourage de M. Mussolini.

FEUILLETON DU LIBERTAIRE DU 18 JUIN 1924. — N° 2

Illusions perdues

par Honoré de Balzac

PREMIERE PARTIE

LES DEUX POÈTES

— J'y aurais succombé, se dis-il ; mais un jeune homme élevé chez MM. Didot s'en tirera.

Le septuagénaire soupirait après le moment où il pourrait vivre à sa guise. S'il avait peu de connaissances en haute typographie, en revanche il passait pour être extrêmement fort dans un art que les ouvriers ont plaisir à nommer « la soudographie », art bien estimé par le divin auteur du « Pantagruel », mais dont la culture, persécutée par les sociétés dites de « tempérance », est de jour en jour plus abandonnée. Jérôme-Nicolas Séchard, fidèle à la destinée que son nom lui avait faite, était doué d'une soif inextinguible. Sa femme avait pendant longtemps contenu dans de justes bornes cette passion pour le raisin pilé, goût si naturel aux ours, que M. de Chateaubriand l'a remarqué chez les véritables ours de l'Amérique ; mais les philosophes ont observé que les habitudes du jeune âge reviennent avec force dans la vieillesse de l'homme. Si

chard confirmait cette loi morale : plus il vieillissait, plus il aimait à boire. Sa passion laissait sur sa physionomie oursine des marques qui la rendaient originales : son nez avait pris le développement et la forme d'un majuscule corps de triple canon, ses deux joues veinées ressemblaient à ces feuilles de vigne pleines de gibussettes violettes, purpurines et souvent panachées ; vous eussiez dit d'une truffe monstrueuse enroulée par les pampres de l'automne. Cachés sous deux gros sourcils pareils à deux buissons chargés de neige, ses petits yeux gris, où pétillait la ruse d'une avarice qui tuitait en lui, même la paternité, conservaient leur esprit jusqu'à l'ivresse. Sa tête chauve et découronnée, mais ceinte de cheveux grissons qui frisaient encore, rappelait à l'imagination les cordelières des « Contes de la Fontaine ». Il était court et ventru comme beaucoup de ces vieux lampions qui consomment plus d'huile que de mèche ; car les excès en toute chose poussent le

bas Mussolini » et de « Vive Mattéotti » furent poussés par les manifestants qui ont été dispersés par la police.

Le consul général aurait accordé audience à une délégation des manifestants si cette dernière avait observé la sourtoisie.

UN MEETING

DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

La Ligue des Droits de l'Homme organise sous la présidence de M. A. Aulard, vice-président de la Ligue, le jeudi 19 courant, à 20 h. 30, salle des Sociétés Savantes, 8, rue Danton, un meeting pour protester contre les méthodes de fascisme qui menacent de plus en plus l'Europe et en particulier contre l'assassinat du député socialiste italien Mattéotti.

Y prendront la parole : MM. Garibaldi et Campolonghi, au nom de la Ligue italienne ; MM. Gaston Bonnaire et Jules Bonnet, président et vice-président du C.A.P. de la Fédération des Jeunesse laïques et républicaines de France ; M. Grumbach, rédacteur au *Quotidien* et MM. Renaudel, P. Languin, Marius Loutet et Maurice Violette, membres du Comité central de la Ligue.

Deux meetings importants

au Palais de la Mutualité

Sur appel de différentes organisations syndicalistes, socialistes et révolutionnaires, une foule considérable se pressait hier, au Palais de la Mutualité. La grande salle d'en bas fut vite remplie et il fallut faire un second meeting dans une autre salle.

En bas, le bureau est ainsi formé : président, Guiraud, de l'Union confédérée ; assesseurs, Jolivel, des Terrassiers et Joureau de la Fédération du Bâtiment.

Préennent la parole : Caporali, secrétaire du Parti socialiste unitaire italien.

Cappocci, de la C.G.T., qui remplace Journaux en délégation.

Paul Faure, secrétaire du Parti socialiste français.

Nattoli, du groupement républicain antifasciste d'Italie.

Armando Borgi, secrétaire de l'Union syndicale italienne.

Ernest Lafont, député socialiste-communiste de la Loire, avocat de Castagna.

Pierre Besnard, du Comité de Défense sociale.

Salvi, du Parti socialiste unitaire italien.

Tous les orateurs sont applaudis.

Suivant une coutume italienne... et française, ainsi que le fait remarquer Guiraud, un recueillement de 30 secondes est pratiqué par l'auditoire en mémoire du regretté Matteotti.

Un ordre du jour est ensuite adopté par acclamations. Il déclare que le fascisme est une honte pour l'humanité et que ses victimes serviront la cause du progrès, malgré Mussolini et ses tentatives de réhabilitation. Il réclame une vaste agitation en France contre le régime odieux de la dictature et de la tyrannie.

Après l'audition d'un délégué de l'Arac, la réunion se termine sans incident, malgré un déploiement inutile de forces policières cachées dans les rues de Notre-Dame de Nazareth, Blondel, Sainte-Apolline, etc.

D'autre part, le meeting de la salle d'en haut se tenait sous la présidence de Bourdon, du Tonneau, assisté de deux camarades italiens. Le président prononça une vibrante allocution, puis on entendit M. Alberini, les camarades Copacci, Capocci et d'autres orateurs.

En somme, cette manifestation fut une vigoureuse protestation contre le fascisme et d'un bon augure pour l'unité ouvrière.

B.

A la Grange-aux-Belles

Il y avait foule aussi à la Grange-aux-Belles, hier soir. La grande salle était pleine et nombreux furent ceux qui durent rester dans la cour et dans l'impasse Chausson. Huit à dix mille manifestants avaient répondu à l'appel du Parti communiste pour éléver leur protestation contre le nouveau crime abominable du fascisme italien.

Le parlementaire Doriot s'est élevé contre l'absolutisme de Mussolini et le régime de terreur qui est imposé à l'Italie, tout en souhaitant que sur les ruines de la dictature fasciste fleurisse la dictature du prolétariat. Il établit aussi un curieux parallèle entre le bolchévisme rendu plus solide par ses méthodes de violence et le fascisme que l'assassinat d'un député suffit pour affaiblir et peut-être pour provoquer sa chute. Ensuite, le discours prend fin par une charge sur le Bloc national et le cri plusieurs fois répété de : « Dictature, dictature... ! Nous faut la dictature ! »

Après Doriot, un délégué du P. C. italien

En lisant les autres...

Au sujet d'un vagabond

Dans la *Liberté*, J. Kessel fait un bel article sur l'écrivain Panait Istrati, dont nous ne pouvons manquer de reproduire un des principaux passages :

Panait Istrati ! Le nom est étrange. Sa destinée l'est plus encore. Né à Braila, d'une mère roumaine et d'un père italien, grec qu'il ne connaît pas, dans un sang entremêlé anime ses veines. Des lèvres d'âge de douze ans, le voilà parti.

L'inconnu l'appelle ses yeux, dont les parfums envoient ses narines et stimulent il ne peut songer à un frisson trouble et voluptueux.

Dès lors, la voix magique de l'espace ne cesse de le hanter. Il va droit devant lui, au hasard du chemin mené par ses besoins, soumis à des labours étonnantes, décharné par la paupérité et la cruauté des hommes, soutenu aussi par leur étonnante pitie. Il va, halant, affamé, dans le vent et la pluie, sous le soleil qui ronge, et dans la neige qui mord, il va chancelant, mais jamais apaisé, dans son ivresse de la découverte, dans son amour des horizons nouveaux et des visages neufs.

Toute la lumière de l'Orient a visité son regard, celle de l'Egypte et celle de Constantinople, celle de Beyrouth et celle de Damas et celle du Liban. Ses pas ont marqué leurs empreintes dans la poussière de ces pays antiques. Il y fut tour à tour pâtissier débardeur, peintre en bâtiments, vendeur de limonade et tant d'autres choses encore que la mémoire refuse d'enregistrer tous ses métiers.

Peut-être aurait-il pu s'établir quelque part, fonder un commerce, un foyer, s'enrichir. Sa nature le lui interdit. Il lui faut toujours aller plus loin, il lui faut tout ce qu'il peut sur le visage et les champs qui déroulent leurs moissons et les villes où l'on entre par les faubourgs misérables, les pieds sales, les vêtements en tâtonnages, le ventre vide, — mais du moins pour la première fois.

Et quelques histoires n'ont-elles pas entendues, dans ce chemin, le regard fixe devant lui, car il est alors étranger, aux doigts chargés de bagues, aux noms retentissants, ornés de titres et de parfums. Ils avaient comme mission de faire joindre les affaires Bonomini et Castagna afin qu'elles viennent à la même session des assises et produisent sur les juges l'impression la plus défavorable possible. Ces derniers, pendant quinze jours au moins, n'auraient eu à s'occuper que d'incidents antifascistes. Mais ces messieurs de l'ambassade sont tombés sur un « bec de gaz » comme on dit en italien. Les magistrats n'ont pas soutenu la manœuvre de leur appui. Ah ! si Léon Pourceau avait été ministre de la Justice ?

L'*Italie Nouvelle*, l'organe du fascisme en France, avoue sa déconvenue en annonçant que le procès de Castagna précédera de quelques jours celui de Bonomini parce que « il a été impossible de lancer les deux affaires ».

Les fascistes essaient de faire impression sur l'opinion publique en dénaturant les faits. Les jurés, heureusement connaissent les affaires dans leur entier et pourront apprécier les procédures des tortionnaires fascistes, tant en Italie qu'en France. Ils verront de quel côté sont les victimes, de quel côté sont les assassins et ils acquitteront.

tout de suite parer le coup en épurant l'administration, en imposant le respect de la loi et en appelant des personnalités venues des anciens partis constitutionnels.

Il est évident, pour qui que ce soit observe les événements, qu'il y a quelque chose de changé en Italie. Les proportions que l'affaire Mattéotti a prises subitement ne peuvent s'expliquer que par l'existence d'une atmosphère nouvelle. Et, probablement, ce sont les élections françaises du 11 mai qui ont produit ce changement : l'Italie est trop près de la France. Les deux pays ont trop d'affinités pour qu'un courant qui passe chez nous ne soit pas senti chez eux. Peut-être la presse fasciste d'Italie a-t-elle eu tort de se réjouir avec bruit de nos élections qu'elle considérait comme une cause de fièvre pour la France. Le fascisme lui-même pourrait bien s'en ressentir.

Mais oui, monsieur Bainville, le fascisme me s'en ressentira, car c'est bien son procès qui commence. Après avoir accompli tant de forfaits, après avoir lâchement assassiné et bastonné des milliers d'ouvriers, il est bien temps que vienne le jour de la reddition des comptes.

Dans la boue et le sang, l'infame régime fasciste va disparaître demain. L'assassinat de Mattéotti est son dernier crime : « le jugement du monde » va se prononcer maintenant.

AU SUJET DE L'AFFAIRE CASTAGNA

Les manœuvres de l'Ambassade d'Italie

L'Ambassade d'Italie a lancé sur le parquet général tous ses diplomates au tintement olivâtre, aux doigts chargés de bagues, aux noms retentissants, ornés de titres et de parfums. Ils avaient comme mission de faire joindre les affaires Bonomini et Castagna afin qu'elles viennent à la même session des assises et produisent sur les juges l'impression la plus défavorable possible. Ces derniers, pendant quinze jours au moins, n'auraient eu à s'occuper que d'incidents antifascistes. Mais ces messieurs de l'ambassade sont tombés sur un « bec de gaz » comme on dit en italien. Les magistrats n'ont pas soutenu la manœuvre de leur appui. Ah ! si Léon Pourceau avait été ministre de la Justice ?

L'*Italie Nouvelle*, l'organe du fascisme en France, avoue sa déconvenue en annonçant que le procès de Castagna précédera de quelques jours celui de Bonomini parce que « il a été impossible de lancer les deux affaires ».

Les fascistes essaient de faire impression sur l'opinion publique en dénaturant les faits. Les jurés, heureusement connaissent les affaires dans leur entier et pourront apprécier les procédures des tortionnaires fascistes, tant en Italie qu'en France. Ils verront de quel côté sont les victimes, de quel côté sont les assassins et ils acquitteront.

La Souris du Palais.

CHEZ THÉMIS

Autour d'une canaillerie

Une foule énorme d'artistes était réunie à l'audience de la 3^e chambre du tribunal civil, qui avait à juger de l'affaire Rooker. Et ils manifestèrent à plusieurs reprises leurs sympathies pour Fontenaille et Bottema.

Des pièces furent produites à l'audience qui démontrent que le malheureux Rooker ne fut pas la seule victime de la canaillerie de Mme Pargon ; notamment une lettre de Mme Carpenter qui fut, avant Rooker, collaboratrice de Mme Pargon, et vint certifier que plusieurs motifs signés de cette marchande furent son œuvre.

L'affaire Mattéotti est simple : on a fait disparaître un député de l'opposition qui se proposait de dénoncer un scandale de pétrole. Séquestration, ou plus probablement assassinat, cette disparition a causé une sensation immense, tandis qu'il y a quelques mois, lorsque le fascisme « nettoyait » l'Italie, personne n'aurait fait attention à la disparition d'un socialiste. L'événement a pris des proportions telles que M. Mussolini s'est senti ébranlé et qu'il a voulu

prendre la parole et est acclamé par le chant de l'*Internationale*, les cris de : « Vive le P. C. Italien ! Vive la dictature du prolétariat ! » Pour flétrir le régime mussolinien, il n'était guère besoin de vanter les récits dictatoriaux qui ont permis à celui-ci de se maintenir au pouvoir.

Le docteur Frank, pour avoir pénétré dans l'endroit où la rue de Beaulieu débouche sur la place du Maréchal, s'était établi dans cette maison vers la fin du règne de Louis XIV. Aussi, depuis longtemps, les lieux avaient-ils été disposés pour l'exploitation de cette industrie. Le rez-de-chaussée formait une immense pièce éclairée sur la rue par un vieux vitrage, et par un grand châssis sur une cour intérieure. On pouvait d'ailleurs arriver au bureau du maître par une allée. Mais, en province, les procédures de la typographie sont toujours l'objet d'une curiosité si vive, que

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Deux Journées de Propagande

DANS LA LOIRE

Pour l'Amnistie

Samedi soir 14 juin, à Saint-Étienne, pays de la houille, de la métallurgie et du textile.

Dans la grande salle de la Bourse du travail qui est spacieuse, 1.500 personnes sont présentes au meeting pour l'amnistie en France, en Russie et ailleurs.

Au bureau, Pichon, des Métaux comme président ; Héraut, du Bâtiment et Rossioli, des mineurs, comme assesseurs.

Le président annonce que la réunion est contradictoire et il donne la parole à Broutchouk, délégué du Comité de défense des emprisonnés russes. Ce dernier expose que l'amnistie, dans le fond comme dans la forme, doit être totale, complète, dans tous les pays, et notamment en France, en Espagne, en Italie, en Hongrie, en Bulgarie, en Russie, dans tous les pays où la répression se fait le plus sentir.

La Russie soviétique qui compose actuellement avec les gouvernements et les capitalistes étrangers, se doit de donner l'exemple aux pays bourgeois.

Un contradicteur moscouitaire a la parole. Pour lui, la Révolution russe continue, la répression n'est pas établie et il s'oppose à une propagande qui est une machine de guerre contre les Soviets.

Il lui est répondu que la Révolution russe s'embourgeoisie, que malheureusement il y a en Russie une tscheka, des prisons, des îles de déportation et qu'en sont victimes, non des blancs, mais des rouges : des socialistes révolutionnaires, des syndicalistes, des libertaires. Les Soviets ont tout intérêt à libérer leurs prisonniers politiques.

Puis Chazoff raconte ce qu'il a vu en Russie il y a deux ans, cite les faits qui ont été publiés depuis dans la presse bolcheviste et qui sont confirmés chaque jour que la révolution est « loupée » par la Nep et le retour au capitalisme, par la répression contre les fractions d'avant-garde qui veulent soutenir leurs points de vue contre le pouvoir.

C'est triste à dire, mais c'est la vérité. Devons-nous nous attarder à chercher une façade qui cache un intérêt contraire à nos revendications et à notre idéal ? Non, l'opération est à recommencer, et il faut nous mettre tout de suite à l'ouvrage.

Le même contradicteur remonte à la tribune, moins sûr de lui-même que la première fois. Les arguments de Chazoff ont porté, les applaudissements nourris de la salle en sont des preuves. Et le défenseur anarchiste de la façade moscouitaire, ébranlé personnellement, en est réduit à débiter pour la forme quelques clichés qui n'ont plus d'effet.

En une prévarication éloquente, Chazoff déclare que le but de la réunion n'est pas de dégager un essai de transformation sociale, mais de tirer des leçons d'une expérience ratée par le mauvais esprit de sectarisme, de domination, de dictature, et de chercher à faire mieux pour aller vers le bien-être et la liberté. Et pour le moment, le premier geste à faire, c'est de libérer toutes les victimes de la guerre, de la répression gouvernementale. La Russie ouvrière et paysanne s'honorera en libérant ses détenus politiques.

L'auditoire est de cet avis en applaudissant chaleureusement. Et les 30 ou 40 camarades communistes qui croyaient, au début, devoir faire une opposition irréductible s'en vont sagement, peut-être convaincus que les meilleurs défenseurs de la révolution russe ne sont pas ceux qui en vivent. Ordre du jour et radio d'amnistie ont été adoptés d'enthousiasme.

DANS LE RHÔNE

Contre la répression

A Lyon, à la même heure qu'à Saint-Étienne, les auditeurs se trouvaient également nombreux pour réclamer l'amnistie totale dans tous les pays.

L'organisation de ce meeting était un symbole réconfortant puisqu'elle était un geste de rapprochement et d'unité, ayant été entrepris par l'Union confédérée, l'Union unitaire et la Bourse du travail.

L'assemblée se tint à la Bourse, sous la présidence de son secrétaire Arragain, assisté de Bonnaffon et de Corder.

Pontal et Monier, pour l'Union unitaire, réclament l'amnistie pour tous les faits de guerre, de politique et de répression.

Vivier, de l'Union confédérée, modérément dans ses termes, fit une grande impression en signalant le besoin d'amnistie en Russie comme ailleurs.

Besnard, délégué du Groupement de défense des emprisonnés russes, demande que tous les peuples se dressent pour obtenir l'amnistie en faveur de tous les persécutés, de quelques pays qu'ils soient. La Russie n'est plus soviétique que de nom, elle a fait faillite à ses promesses, et cependant il ne faut pas confondre le gouvernement bolchevique avec la population ouvrière et paysanne. Le pouvoir se déshonore en réprimant la liberté d'opinion, et ces pratiques détestables causent un grand préjudice à l'idée révolutionnaire.

L'orateur est ovationné à sa conclusion. Pas de contradiction, pas le moindre incident. Un ordre du jour, réclamant l'amnistie totale en France, en Russie, etc., est adopté d'enthousiasme, avec envoi d'un rappel.

Le Congrès de l'U. D.

Il s'ouvre le dimanche 15 juin, à 9 heures du matin, à Villeurbanne, banlieue lyonnaise, dans la grande salle du Cercle syndicaliste.

Un bureau, Dechavannes, de l'Améublement, comme président, assisté des camarades Eysseris, des maçons et Longefay, du textile de Pont-Trambouze.

L'équipe des orthodoxes, qui a conscience de sa position, se place à droite de la tribune, bien au bout d'une longue table.

La Commission des mandats comprend

trois communistes et deux syndicalistes. Elle se réunit pour travailler.

Pendant ce temps, la discussion s'amorce avec Cellier, du PLM, un communiste, qui s'explique longuement sur la situation, trop longuement même car le camarade Acary, des plâtriers-peintres doit intervenir pour rappeler à l'orateur qu'il faut attendre la validation des mandats avant d'engager le fond des débats.

En ce jour d'anniversaire de Zola, on lit avec plaisir une maxime du maître exprimée sur le mur en belle gothique : « Le monde sera un jour ce que le travail l'aura fait ». Cela nous console des ridicules « mots d'ordre » des douteux marxistes.

La C.G.T.U. est représentée encore cette année par Dudilieux qui a du courage puisqu'il vient courir le risque d'être battu une seconde fois.

Comme aux temps héroïques des C.S.R., la Minorité syndicaliste a envoyé un délégué aux troupes du « majoritaire ». Ce délégué c'est Besnard.

L'U. D. de la Loire est venue apporter son salut syndicaliste par l'organe de Lourdon et d'autres délégués.

Entre temps, une lettre de la Fédération moscouitaire du Textile est lue, et amène des protestations. Le Congrès estime que Richetta abuse, et passe à l'ordre du jour Perrière, rapporteur des mandats, annonce au Congrès que la commission, à l'unanimité, a validé cinquante-sept mandats, que trois sont contestés et quatre réservés.

Le Syndicat autonome du P.L.M. a envoyé une lettre. Il proteste contre l'emprise politique et réclame son admission au Congrès. Le secrétaire de l'U. D. Pontal, tout en étant adversaire de la subordination, s'oppose à l'admission, et le Congrès est de son avis.

Pontal signale que les syndicats communistes ont formé un comité intersyndical qui a perçu des cotisations dues à l'U. D.

Comme Cellier intervient, des délégués lui reprochent d'avoir présenté une motion au nom des cheminots de l'Arbresle, alors que ce mandat est confié à un syndicaliste. Le Congrès ne goûte pas bien cette façon de conquérir les syndicats, et l'usurpateur se fait coûteusement attraper.

Argence fait l'histoire du conflit des métiers. En février, l'assemblée de ce syndicat, avec plus de 100 voix de majorité, proteste contre l'asservissement de la C.G.T.U. au Parti Communiste. En guise d'avertissement, le syndicat décide de se retirer provisoirement de la fédération inféodée aussi à la politique, mais il restera à l'Union des Syndicats du Rhône, il ne sera plus confédéré que d'une jambe.

A la suite de ce geste de défense syndicaliste, la minorité orthodoxe se retire du syndicat et se constitue en groupement dissident, domine son adhésion à la Fédération communiste des Métaux.

Le Syndicat des Métaux de Lyon n'a plus confiance au bureau confédéral unitaire, ni au bureau fédéral des Métaux. Ces organismes ont renié non seulement la charte d'Amiens, mais la charte constitutive de la C.G.T.U. qui était une affirmation nette d'indépendance vis-à-vis de tous les partis politiques.

Les métallurgistes de Lyon ne sont pas autonomistes dans le sens égoïste, isolé, centrifuge, indiscipliné. Non, ils ont voulu se mettre à l'abri de la déviation et faire un geste d'alarme. Ils ne sont d'ailleurs pas les seuls, et dans le département même, il y a des syndicats dans leur cas.

Du point de vue déparlemental, on ne peut rien reprocher à l'U. D., elle a agi dans un souci d'unité, elle n'a pas voulu chasser un syndicat qui a droit de cité depuis longtemps, elle s'est inspirée des précédents hospitaliers et unitaires des U. D. du Cher, de l'Indre, de la Meurthe-et-Moselle.

L'argumentation d'Argence est un bon apéritif pour les débats, et pour le déjeuner, car il est midi, et c'est l'heure d'aller à la soupe. La plupart des délégués mangent au restaurant du Cercle Syndicaliste, et moi, personne ne le regrette, le menu est soigné et agréable de bons mots. Les « gones » ont le sel prononcé, et on se croirait presque au pays de Bartholomé et de Boisson... et de Mistral.

**

A 14 heures, le débat reprend avec le même bureau. Chose curieuse et peut-être unique dans les années de la discussion, la validation des mandats se trouve liée avec les rapports moral et financier, avec l'orientation et la question de confiance. Les Grecs, interminables rhétoreurs, les Romains, orateurs merveilleux, n'ont sans doute jamais accompli ce tour de force. Les Lyonnais, aussi bien ceux de la minorité communiste que ceux de la majorité syndicaliste — ici les nombreux sont renversés — ne craignent pas le gros travail. On perd du temps à trop s'écrire. Et à force de s'écrire, on divise. A Lyon, on ne veut pas de la division, et c'est sans doute pourquoi le Congrès n'a fait qu'une seule touche de tous les points qui se présentaient à son examen.

La parole est à Dudilieux, délégué officiel de la C.G.T.U. Il tient à se débarrasser du rôle traditionnel et apporte simplement le salut de la filière de l'I. S. R. S'il est venu ici au Congrès, comme l'année dernière, c'est parce qu'il s'agit d'une question de code syndical, de droit organique, de jurisprudence confédérale. Si longue expérience de fonctionnaire syndical le désignait pour résoudre ce point litigieux. Comme un conseiller d'Etat ou de Cassation, il veut s'élever au-dessus des misérables questions de tendance et ne voir que la Loi.

Puis, on ne sait pourquoi, il descend des hautes œuvres doctrinaires et force brusquement sur le mécrat de *Libertair*, quotidien qui a inséré la prose des « Saint-Dicats », des « Gones », de « l'Arquebus », de « Pépin le Bref » et autres « groupes de syndiqués » qui opèrent dans l'anonymat.

Le Congrès s'amuse, et des délégués signalent que pour l'anonymat et la calomnie, les *Pravda* de Paris et de province battent tous les records.

Le délégué confédéral revient maladroitement au sujet et déclare que le Syndicat des Métaux avait préparé avant coup des

cartes autonomes. Raitzon, Argence, Marmonier, Nury, lui donnent aussitôt le démenti, et il n'insiste pas.

Puis un dialogue aussi imprévu que brillant s'engage. Avec les Lyonnais, il faut faire attention à ce que l'on dit.

— Ah, si nous étions restés respectueux de la charte commune ! soupire Dudilieux en si bémol.

— Et la Chartre d'Amiens, réplique Argence en *ut major*.

— On n'a jamais appliquée rigoureusement les statuts à la C.G.T.U. reprend Dudilieux après une pause.

— Heureusement pour toi, riposte un homme authentique de la Guille, sans qui tu ne serais pas secrétaire à perpétuité.

Un point d'orgue. Le délégué confédéral s'élève contre la nomination de Pontal au secrétaire de l'U. D. parce que présenté par le Syndicat des métallurgistes qui a quitté sa bonne fédération.

Et plusieurs délégués de s'élèver :

— Et le secrétaire de la Main-d'œuvre étrangère de la C.G.T.U. que vous allez chercher chez les réformistes d'Amsterdam au détriment de candidats organisés dans l'I. S. R.

— Le plus que jamais que jamais à tenir jusqu'au bout, devant l'intransigeance patronale, qui s'obstine à ne rien accepter de leurs revendications.

— Camarades mousleurs, dites partout que la maison Debard est toujours à l'index.

Chez les fondateurs de la Maison Debard.

— Depuis plus de vingt jours de grève, les camarades grévistes de cette boîte ont toujours le même esprit de combativité. Soutenus par la solidarité qui s'affirme journalièrement, et malgré les provocations policières, les camarades conscients de leur droit, sont décidés à mener la bataille jusqu'au bout. Ils signalent à tous les copains de la fonderie, l'attitude du sieur Pouplin qui a trahi la cause syndicale en rentrant tête dans la boîte.

Camarades mousleurs, dites partout que la maison Debard est toujours à l'index.

Chez les Plomberies-Poseurs.

— Les plomberies-poseurs ont dans un état magnifique, entamés leur 4^e semaine de grève et sont décidés plus que jamais à tenir jusqu'au bout, devant l'intransigeance patronale, qui s'obstine à ne rien accepter de leurs revendications.

— Camarades mousleurs, dites partout que la maison Debard est toujours à l'index.

Chez les Plomberies-Poseurs.

— Les plomberies-poseurs ont dans un état magnifique, entamés leur 4^e semaine de grève et sont décidés plus que jamais à tenir jusqu'au bout, devant l'intransigeance patronale, qui s'obstine à ne rien accepter de leurs revendications.

— Camarades mousleurs, dites partout que la maison Debard est toujours à l'index.

Chez les Plomberies-Poseurs.

— Les plomberies-poseurs ont dans un état magnifique, entamés leur 4^e semaine de grève et sont décidés plus que jamais à tenir jusqu'au bout, devant l'intransigeance patronale, qui s'obstine à ne rien accepter de leurs revendications.

— Camarades mousleurs, dites partout que la maison Debard est toujours à l'index.

Chez les Plomberies-Poseurs.

— Les plomberies-poseurs ont dans un état magnifique, entamés leur 4^e semaine de grève et sont décidés plus que jamais à tenir jusqu'au bout, devant l'intransigeance patronale, qui s'obstine à ne rien accepter de leurs revendications.

— Camarades mousleurs, dites partout que la maison Debard est toujours à l'index.

Chez les Plomberies-Poseurs.

— Les plomberies-poseurs ont dans un état magnifique, entamés leur 4^e semaine de grève et sont décidés plus que jamais à tenir jusqu'au bout, devant l'intransigeance patronale, qui s'obstine à ne rien accepter de leurs revendications.

— Camarades mousleurs, dites partout que la maison Debard est toujours à l'index.

Chez les Plomberies-Poseurs.

— Les plomberies-poseurs ont dans un état magnifique, entamés leur 4^e semaine de grève et sont décidés plus que jamais à tenir jusqu'au bout, devant l'intransigeance patronale, qui s'obstine à ne rien accepter de leurs revendications.

— Camarades mousleurs, dites partout que la maison Debard est toujours à l'index.

Chez les Plomberies-Poseurs.

— Les plomberies-poseurs ont dans un état magnifique, entamés leur 4^e semaine de grève et sont décidés plus que jamais à tenir jusqu'au bout, devant l'intransigeance patronale, qui s'obstine à ne rien accepter de leurs revendications.

— Camarades mousleurs, dites partout que la maison Debard est toujours à l'index.

Chez les Plomberies-Poseurs.

— Les plomberies-poseurs ont dans un état magnifique, entamés leur 4^e semaine de grève et sont décidés plus que jamais à tenir jusqu'au bout, devant l'intransigeance patronale, qui s'obstine à ne rien accepter de leurs revendications.

— Camarades mousleurs, dites partout que la maison Debard est toujours à l'index.

Chez les Plomberies-Poseurs.

— Les plomberies-poseurs ont dans un état magnifique, entamés leur 4^e semaine de grève et sont décidés plus que jamais à tenir jusqu'au bout, devant l'intransigeance patronale, qui s'obstine à ne rien accepter de leurs revendications.

— Camarades mousleurs, dites partout que la maison Debard est toujours à l'index.

Chez les Plomberies-Poseurs.

— Les plomberies-poseurs ont dans un ét